

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 27–30 octobre 2008

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 9 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/9-B/5
8 octobre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA SESSION ANNUELLE ET LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2008 — ZIMBABWE 10595.0

Intervention prolongée de secours en faveur des groupes vulnérables

Le 16 septembre 2008, l'augmentation budgétaire a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 209 867 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 229 519 463 dollars. L'approbation a été obtenue le 24 septembre 2008.

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	152 500 875	106 566 914	259 067 788
Coût total pour le PAM	319 027 233	229 519 463	548 546 697

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. Cette seconde révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10595.0 vise à fournir à 2 250 000 bénéficiaires supplémentaires des rations alimentaires mensuelles durant une saison de soudure prolongée, qui devrait commencer pour de nombreux ménages dès juillet 2008. Les besoins alimentaires sont ainsi passés de 357 624 tonnes à 567 491 tonnes.
2. La révision couvre également: i) une augmentation des autres coûts opérationnels directs (Autres COD) liée à l'augmentation de la quantité de produits alimentaires et à la mouture éventuelle d'une partie du maïs compte tenu de la disponibilité limitée du maïs non modifié génétiquement; ii) une augmentation des coûts d'appui directs associée à la hausse des besoins alimentaires, à savoir un nombre accru d'agents chargés du suivi de l'aide alimentaire, l'ouverture d'un nouveau bureau auxiliaire et l'augmentation des coûts liés au renforcement des capacités logistiques dans la région, dont le bureau de pays assume une partie; iii) une hausse des coûts des denrées alimentaires et du transport externe; et iv) une hausse des coûts de transport intérieur, d'entreposage et de manutention, en raison de l'ajout de points de distribution finals et avancés, et de l'envolée des prix des carburants et du transport.
3. En raison des limitations imposées aux organisations non gouvernementales (ONG) concernant l'accès aux bénéficiaires, le PAM n'a pas pu élargir ses activités en août 2008 comme prévu. Ces problèmes sont aujourd'hui résolus, et le PAM et ses partenaires commencent à préparer les distributions pour la saison de soudure.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

Résumé des activités

4. Depuis 2001, le Zimbabwe enregistre des pénuries alimentaires répétées dues notamment à un dérèglement climatique, à la pandémie de VIH et à une inflation galopante. Tous ces facteurs conjugués ont accru la vulnérabilité des populations à la faim et à la pauvreté et augmenté le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire. La double crise — chronique et temporaire — qui en découle exige une intervention souple mais bien planifiée, qui réponde aux besoins urgents tout en aidant à préserver les capacités de résistance de la population. Depuis 2002, le PAM fournit une aide alimentaire à près de la moitié de la population du Zimbabwe, en élargissant ou réduisant ses opérations en fonction des besoins réels.
5. L'IPSR cible des groupes particulièrement exposés à la faim: orphelins et autres enfants vulnérables, malades chroniques, personnes déplacées, et personnes privées de ressources vivant dans les zones les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire. Des évaluations régulières de la vulnérabilité permettent au PAM de redéfinir la portée et la couverture géographique de ses interventions, tandis que les missions conjointes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du PAM, destinées à évaluer les récoltes et les approvisionnements alimentaires, définissent les besoins alimentaires globaux.

6. L'intervention vise les objectifs suivants:
 - i) éviter que les personnes vulnérables ne puisent trop dans leurs avoirs et renforcer la capacité des groupes vulnérables ciblés de résister aux chocs;
 - ii) préserver l'état sanitaire et nutritionnel des personnes ciblées et améliorer la qualité de vie des malades chroniques en leur offrant un appui nutritionnel associé à des interventions sanitaires adéquates; et
 - iii) améliorer l'accès à l'alimentation des ménages en situation d'insécurité alimentaire et d'extrême vulnérabilité.
7. Les objectifs initiaux de l'IPSR restent inchangés et sont principalement axés sur les secours. Les activités de secours cibleront 4 055 000 bénéficiaires au cours de la première année et 1 825 000 au cours de la deuxième année; le nombre de bénéficiaires des activités de redressement n'excédera pas le nombre prévu, soit 20 000 personnes par an.
8. Cette révision budgétaire couvre uniquement les augmentations liées à l'alimentation des groupes vulnérables (AGV) dans les situations d'urgence, afin de secourir les ménages exposés à l'insécurité alimentaire et aux chocs saisonniers.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

9. Les résultats des évaluations des récoltes de 2008 confirment une grave pénurie de céréales pour la période avril 2008-mars 2009. Le rapport de la mission d'évaluation de juin 2008 prévoit que 395 000 tonnes de céréales devront être importées et distribuées par des canaux humanitaires, ce qui représente plus de 20 pour cent des besoins de consommation humaine. La situation est comparable à celle de 2002/03, lorsque le PAM avait conduit des interventions de grande envergure au Zimbabwe pour répondre à l'urgence causée par la sécheresse en Afrique australe. Ce même rapport estime que plus de 2 millions de personnes seront exposées à l'insécurité alimentaire de juillet à septembre 2008, atteignant 5,1 millions de janvier à mars 2009; selon toute probabilité, les ménages vivant dans les zones rurales communales constituent le groupe le plus menacé. La deuxième série d'évaluations des récoltes et du bétail menées par la FAO et le Ministère de l'agriculture en avril 2008 a indiqué que la plupart des districts sont affectés par les mauvaises récoltes, constat confirmé par la mission d'évaluation de juin 2008. En conséquence, le nombre de bénéficiaires et la couverture géographique des interventions du PAM ont été élargis par rapport aux saisons précédentes; la saison de soudure durera plus longtemps et commencera plus tôt que d'ordinaire.
10. Au vu des résultats de la mission d'évaluation de juin 2008, le PAM propose cette révision budgétaire afin de satisfaire 80 pour cent des besoins d'aide alimentaire à travers ses distributions d'aide alimentaire saisonnière d'urgence. Afin de tenir compte des estimations des besoins pour la période de soudure 2008/09, le PAM a revu à la hausse le nombre de bénéficiaires des activités AGV prévus dans le descriptif de projet initial et prévoyait de le porter de 300 000 en mai 2008 (volet santé et volet social uniquement) à plus de 1,3 million en août 2008 et à 4 075 000 en mars 2009 (volet santé, volet social et AGV). L'augmentation prévue en août a été différée en raison des négociations entre les autorités et les ONG partenaires du PAM concernant l'accès aux bénéficiaires, problème qui est aujourd'hui réglé. Cette révision et cette augmentation progressive du nombre de bénéficiaires des activités AGV pour 2008/09 ont été acceptées à l'unanimité par les partenaires, le Gouvernement et les donateurs.



Finalité de l'augmentation budgétaire

11. L'IPSR initiale prévoyait des opérations relativement réduites en matière d'AGV dans les situations d'urgence. Une révision budgétaire s'impose donc pour renforcer la composante AGV en faveur des ménages vulnérables durant la saison de soudure qui a cette année une durée supérieure à la normale. Toutes les autres composantes de l'IPSR restent inchangées.
12. L'enquête de surveillance des communautés et des ménages réalisée par le PAM en mai 2008 a fait apparaître que plus de 95 pour cent des ménages ruraux interrogés ne disposaient pas de stocks suffisants après la récolte d'avril pour couvrir leurs besoins au-delà de trois mois. Le rapport de la mission d'évaluation de juin 2008 a également confirmé que la saison de soudure débuterait cette année dès juillet pour la plupart des ménages ruraux, et non en décembre comme d'habitude. Les ménages subissent également la dégradation des termes de l'échange et une baisse de leur pouvoir d'achat du fait de l'inflation galopante. Cette révision budgétaire allonge la durée prévue des activités AGV 2008/09, qui passe de quatre mois (décembre 2008–mars 2009) à huit mois (août 2008–mars 2009), et accroît progressivement le nombre de bénéficiaires en fonction des scénarios prévus par la mission d'évaluation de 2008.
13. Grâce à cette révision budgétaire, le PAM prévoit de porter secours à 3,25 millions de ruraux dans le cadre des activités AGV au plus fort de la saison de soudure et de couvrir 40 districts en 2008/09, contre 32 districts au cours de la saison 2007/08. Les besoins supplémentaires d'aide alimentaire seront satisfaits par le biais d'une autre filière gérée par trois ONG financées par l'Agency for International Development (USAID), sous l'égide du Consortium pour l'aide alimentaire d'urgence en Afrique australe (C-SAFE).

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ			
Activité	Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
Volet santé	105 000	–	105 000
Volet social	720 000	–	720 000
Alimentation des groupes vulnérables	1 000 000	2 250 000	3 250 000
Total	1 825 000	2 250 000	4 075 000

14. Étant donné la pénurie de céréales et le taux de malnutrition chronique au Zimbabwe¹, le PAM prévoit d'inclure un mélange maïs-soja dans sa ration d'urgence pour que les enfants des ménages vulnérables aient accès à des aliments nutritifs. Les rations distribuées pendant la saison 2008/09 comprendront un apport individuel journalier de 50 grammes de mélange maïs-soja au titre des activités AGV.

¹ Quelque 28 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance (Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF], décembre 2007).



15. Pour gérer l'expansion de l'intervention, aussi bien en termes de quantités distribuées que de couverture géographique, dans un contexte instable, et en tenant compte du fait que le Zimbabwe est aujourd'hui classé en phase II du plan de sécurité des Nations Unies, le bureau de pays entend procéder comme suit:

- rouvrir son cinquième centre de transit, le bureau auxiliaire de Gweru (fermé en 2004), qui se trouve au centre du pays;
- augmenter le personnel de terrain recruté sur les plans national et international pour conduire les interventions et leur suivi, épauler les partenaires et vérifier que l'aide alimentaire parvient aux bénéficiaires ciblés;
- renforcer la capacité logistique et le personnel associé, à la fois dans le pays et dans les points de transit régionaux tels que Beira (Mozambique) et Johannesburg;
- renouveler son parc automobile devenu vétuste pour améliorer le suivi et la capacité opérationnelle; et
- engager un agent de sécurité sur le terrain pour une durée déterminée.

Une capacité de suivi accrue est essentielle pour garantir l'efficacité et la transparence des processus de distribution de vivres.

16. Le Gouvernement du Zimbabwe interdit désormais la distribution de céréales génétiquement modifiées alors qu'il autorisait auparavant le PAM à distribuer des céréales usinées génétiquement modifiées dans le cadre de son programme d'urgence. Étant donné la pénurie anticipée de céréales usinées non modifiées génétiquement sur le marché régional, la part du budget révisé correspondant aux Autres COD inclut les frais de mouture éventuels d'une petite partie des céréales.

BESOINS ALIMENTAIRES

17. Pour répondre aux besoins de la saison agricole 2008/09, 209 867 tonnes de vivres supplémentaires sont requises, ce qui porte le total des besoins alimentaires révisés à 567 491 tonnes (voir le tableau 2 pour plus de détails). Les modalités de distribution des vivres restent conformes au descriptif de projet initial.

TABLEAU 2: BESOINS ALIMENTAIRES NETS RÉVISÉS, PAR ACTIVITÉ²			
Activité	Vivres distribués (tonnes)		
	Avant révision	Diminution/Augmentation	Après révision
Volet santé	43 848	- 5 491	38 357
Volet social	198 576	- 26 757	171 819
Alimentation des groupes vulnérables	115 200	242 115	357 315
Total	357 624	209 867	567 491

² La mise en œuvre des activités de protection sociale (volet santé et volet social) s'est trouvée limitée par le contexte opérationnel difficile lié aux élections, notamment l'interdiction gouvernementale frappant les activités des ONG.



ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	155 983	389,10	60 691 443
– Légumes secs	23 413	744,98	17 441 893
– Huile végétale	7 726	1 840,00	14 215 877
– Aliments composés	22 745	625,00	14 217 701
Total, produits alimentaires	209 867		106 566 914
Transport extérieur			45 182 266
Transport intérieur			14 821 432
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			26 719 358
Total, transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			41 540 790
Autres coûts opérationnels directs			12 581 320
A. Total, coûts opérationnels directs			205 871 290
B. Coûts d'appui directs (CAD)² (voir l'annexe I-B)			8 632 881
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent)³			15 015 292
COÛT TOTAL POUR LE PAM			229 519 463

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	3 147 265
Administrateurs recrutés au plan national	1 590 016
Personnel temporaire	86 350
Heures supplémentaires	33 400
Voyages officiels du personnel	1 897 600
Formation et perfectionnement du personnel	88 000
Total partiel	6 842 631
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	145 000
Charges (électricité, etc.)	18 000
Fournitures de bureau	80 000
Technologies de l'information et des communications	190 000
Assurances	63 000
Réparation et entretien du matériel	55 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	155 000
Autres dépenses de bureau	85 500
Prestations des organisations des Nations Unies	45 000
Total partiel	836 500
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	190 000
Véhicules	508 750
Équipement (télécommunications et informatique)	255 000
Total partiel	953 750
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	8 632 881

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

AGV	alimentation des groupes vulnérables
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
C-SAFE	Consortium pour l'aide alimentaire d'urgence en Afrique australe
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agency for International Development